

CHSCT DU 27 SEPTEMBRE 2016

A l'ordre du jour figuraient :

- Présentation, pour avis, du PV du CHSCT du 23 juin 2016 ;
- Point sur les registres santé et sécurité au travail de la DDFIP des Pyrénées-Atlantiques et de la DRDDI de Bayonne ;
- Fiches de signalement de la DDFIP et de la DRDDI;
- Point sur les accidents de travail à la DDFIP des PA et à la DRDDI;
- Récapitulatif sur le programme d'intervention du CHS-CT des Pyrénées-Atlantiques pour l'année 2016 ;
- Rapports de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail concernant les Trésoreries d'Arzacq et Oloron et la BSI d'Hendaye ;
- Fiche d'impact : fermeture du bureau des Douanes de Tarbes ;
- Fiche d'impact : expérimentation du travail à distance Oloron - Orthez ;
- Organisation des visites de postes par une délégation désignée par le CHS-CT ;
- Questions diverses.

Le PV du 23 juin 2016 a été approuvé à l'unanimité, après la désignation du Secrétaire (CFDT) et la mise à jour du tableau des membres du CHS-CT (Arrivées de M. CAGNAT, de Mme MIRAGOU en tant que Déléguée Départementale à la Sécurité et de Mme MONGE en prévision du remplacement de M. CASAROLA, conseiller prévention aux Douanes).

Nos commentaires : nous souhaitons la bienvenue aux nouveaux membres du CHSCT et une bonne installation dans leurs nouvelles fonctions.

- L'administration a effectué un rapide tour d'horizon des registres Santé et Sécurité au Travail.

Vos élus FO-FINANCES 64 ont relayé les demandes émanant de collègues de la DDFIP travaillant à l'Inspection Académique (photos à l'appui) concernant les problèmes de climatisation (moisissures liées à la condensation sur les tuyaux de climatisation). L'administration nous a signifié que la demande de réparation était au « point mort », que tout le système était à revoir et que 3500€ étaient destinés à « rafistoler » le dispositif. Rappelons que L' Inspection Académique est gestionnaire du site. Nous sommes également intervenus, toujours sur l'IA, pour un problème de porte (la pose d'un gond est prévue et sera réalisée par M. NABOS, collègue très sollicité). Quant aux odeurs de tabac, le Président a demandé que les agents se disciplinent.

Par ailleurs, des problèmes de chauffage sont toujours récurrents (Bayonne Vauban, Inspection Académique, Orthez).

Pour la DRDDI, à Pau BSI, le sol du garage s'avère glissant. La solution retenue consiste dans la pose d'un revêtement granuleux. En revanche, en ce qui concerne la porte du garage de la BSI de Dax, l'administration n'envisage pas le remplacement (selon elle un seul agent est concerné et peut se faire aider par d'autres collègues).

► Concernant les fiches de signalement et plus précisément les « injures ou menaces » dont font l'objet les agents, l'administration se fend généralement d'une missive à l'endroit de l'usager pour un simple rappel à la Loi. Le Président, face à la multiplicité et la diversité des remontées, nous a précisé qu'il était amené à faire la part des choses. Dans certains cas, il n'adresse plus de missive afin d'éviter des polémiques stériles et une surenchère recherchée par l'usager, tout en informant et soutenant les agents.

Nos commentaires : les élus FO-FINANCES 64 lui ont rappelé que les fonctionnaires de la DGFIP ne se rendent pas sur leur lieu de travail pour se faire insulter, voire agresser physiquement.

► Un point rapide a été fait sur les accidents à la DRDDI. En 3 mois, suite à des séances de TPCI (techniques professionnelles de contrôle et d'intervention), 22 jours d'arrêt ont été prescrits. L'administration a tenu à rappeler les consignes de base. Par ailleurs, les OS ont demandé une étude au niveau national sur les accidents de travail lors de ces séances de TPCI .

► Le budget 2016 s'élève à 147 087 € (dotation donnée en 4 fois). L'ensemble des actions Douanes ont été mises en place et payées (un bilan sera dressé concernant l'action de formation en conduite rapide). A la DDFIP il restait 9 actions, dont des gros travaux d'ouvrants à Bayonne, tout devrait être réglé pour le 10 décembre 2016.

En sus, la Direction nous a informés de l'achat futur de fauteuils de bureau (sur budget DDFIP) en remplacement d'anciens en très mauvais état, et de la réparation (en cours) de la vidéo surveillance sur un poste de la Côte Basque (problème de disque dur).

► Le CHS-CT a examiné les rapports de l'ISST concernant la Trésorerie d'Arzacq et la BSI d'Hendaye, la Trésorerie d'Oloron n'ayant pu faire l'objet d'une visite (suite à l'incendie d'un poste-source électrique).

Nous avons appris, à cette occasion, que la Trésorerie d'Arzacq était en mesure d'accueillir 2 ou 3 agents supplémentaires..., et qu'une demande de DTA (amiante) serait faite auprès de la Mairie. En revanche, l'accessibilité pour les personnes handicapées fait toujours défaut.

En ce qui concerne la BSI d'Hendaye, le vestiaire chauffant s'avère être une expérience positive, sans pour autant que l'administration étende le dispositif, chaque BSI disposant de différents moyens de « séchage ».

► Deux fiches d'impact ont fait l'objet d'une présentation pour simple information :

- Celle de la fermeture du bureau des Douanes de Tarbes ; la Direction des Douanes nous a précisé n'avoir pour l'instant aucune visibilité sur la volumétrie ainsi que sur les modalités pratiques d'une éventuelle intervention du bureau de Pau sur celui de Tarbes. La création d'un emploi et le départ de la taxe à « l'essieu » compenseraient ce transfert.

- L'expérimentation du travail à distance Oloron(SIE)-Othez (SIE) ; l'administration semble satisfaite de ce dispositif.

Vos représentants FO-FINANCES 64 sont intervenus, dans un premier temps, pour dissocier le cas de l'agent basé à Orthez (affecté à Oloron alors qu'il souhaitait Bayonne) du système mis en place par l'administration.

En effet, cette précaution oratoire était nécessaire car, au mois de juillet dernier, lors de la CAP Locale de mutations, vos élus FO-DGFIP 64 avaient demandé à ce que cet agent (ALD Département) obtienne Bayonne (des emplois étaient vacants !!).

Nos commentaires : Notre raisonnement portera donc uniquement sur le travail à distance de quelque nature qu'il soit. Rappelons que la DGFIP, lors d'un groupe de travail National (1^{er} juillet 2016) a souhaité instaurer le travail à distance pour les SIE, notamment sur la saisie des « AVISIR », faisant fi de l'éloignement géographique et de la connaissance du terrain. Elle s'est félicitée des résultats, donnant le feu vert à la généralisation de l'expérimentation. Elle a indiqué que « le choix de chaque direction territoriale resterait optionnel, sans cadrage strict de la DG » (nous vous renvoyons au compte rendu FO-DGFIP N°43 du 9 août 2016. Lors de cette réunion, « la DGFIP avait reconnu son incapacité à maintenir le maillage actuel, et en conséquence, sa volonté de mettre en place une présence fiscale à distance ».

Vos élus FO-FINANCES 64 sont donc intervenus, et ils n'ont pas été les seuls.

Ils ont rappelé ce précédent au Président et ont signalé que ce système ne pouvait satisfaire ni les agents à Oloron, ni à Orthez. La saisie des AVISIR (données sur les entreprises) va impacter plusieurs applications (BDRP, MEDOC). Se satisfaire uniquement de la « disparition » en bannette GAIA des « AVISIR » serait faire fi de tout le contentieux ultérieur généré par cette saisie (courriers et réception du public).

L'administration nous a rétorqué qu'il ne fallait pas voir dans ce « travail à distance » un « mauvais plan ».....

A terme, si les suppressions d'emplois continuent, le Président nous a quand même précisé qu'il souhaiterait conserver 2 SIE (un à Pau et un à Bayonne, avec éventuellement une ou deux antennes.....) là où d'autres seraient prêts à n'en garder qu'un !

Vos élus FO ont rappelé au Président leur attachement aux services publics, ainsi que la nécessaire proximité de ces derniers en faveur des petites et moyennes entreprises et des particuliers. Ils ont dénoncé une fois de plus la dégradation des conditions d'exercice des missions liées aux suppressions d'emplois dogmatiques.

► Une délégation du CHS-CT se rendra (vraisemblablement le jeudi 24 novembre 2016) à Bayonne Vauban pour une inspection.

► En ce qui concerne les questions diverses :

- notre Directeur a évoqué avec le Maire de Pau le sort du parking Verdun. Une délibération a été prise pour le rendre payant. Le Maire « réfléchirait eu égard à la réaction des commerçants » ;

- pas d'avancée concernant le poste vacant de médecin de prévention, le Président va se renseigner sur la possibilité de faire appel à un médecin du travail (secteur privé) pour compenser la vacance de poste ;

- vos élus FO sont intervenus pour signaler l'inquiétude des agents et du chef de poste de la TPM de Bayonne, suscitée par l'arrivée de l'EPCI Pays Basque et la charge de travail induite. En sus, ils ont fait part de différents problèmes de sécurité sur ce site.

Vos Représentantes FO Douanes 64 :

PUCHEUX Sonia : titulaire (BSI Pau)

JACQUART Mylène : suppléante (BSI Pau)

Vos Représentants FO-DGFIP 64 :

BERNET Jean : titulaire (CFP Oloron)

ALTHAPE Jean-Philippe : suppléant (DDFIP)